
Étude des crédits 2016-2017

Demandes de renseignements particuliers
de l'opposition officielle

Condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE**

MINISTRE RESPONSABLE DE LA CONDITION FÉMININE

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

1. Indiquer les sommes dépensées pour 2015-2016 par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).
2. Fournir la liste des nouvelles mesures instaurées en 2015-2016 et 2016-2017 et, pour chacune, identifier les mesures abolies en conséquence (application du cran d'arrêt). Ventiler selon que cela relève du ministère ou de l'un de ses organismes.
3. Ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du Trésor au ministère et à ses organismes pour l'année financière 2015-2016 ainsi que les prévisions pour l'année 2016-2017 :
 - Programme 4 (Condition féminine)
 - Élément 1 : Conseil du statut de la femme;
 - Élément 2 : Secrétariat à la condition féminine.
4. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2016-2017. Ventiler selon que cela relève du ministère ou de l'un de ses organismes.
5. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées et à venir dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. Fournir également le détail de toute autre demande de compression du Conseil du trésor. Ventiler selon que cela relève du ministère ou de l'un de ses organismes.
6. Pour tous les programmes du ministère et de ses organismes, donner le détail des crédits existants en 2015-2016 qui n'ont pas été reconduits en 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis.
7. Pour chaque direction du ministère et organisme relevant du ministère, indiquer le nombre et le pourcentage d'employés occasionnels en 2016-2017 et pour les cinq dernières années, ainsi que le nombre et le pourcentage d'entre eux qui ont obtenu un poste permanent.
8. Nombre de postes vacants abolis au cours de la dernière année, par région et par établissement.
9. Nombre de postes vacants ou de congés non comblés au cours de la dernière année, par région.
10. Campagnes de publicité et de sensibilisation réalisées en 2016-2017, incluant les coûts et le nom des firmes ayant réalisé le mandat.
11. Liste de tous les sondages effectués en 2016-2017, incluant les coûts, les sujets et le nom des firmes les ayant réalisés.

Formations, conférences, technologies de l'information et autres

12. Indiquer la somme dépensée depuis 2011-2012, par année financière, et les prévisions pour 2016-2017, par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

13. Liste des formations, conférences, ateliers, missions ou journées d'activités (incluant hors-Québec) auxquels ont participé les employés du ministère et membres relevant du cabinet du ministre depuis 2011-2012, par année financière. Indiquer :
 - a) le lieu et la date;
 - b) le coût;
 - c) le nombre de participants;
 - d) le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
14. Liste des projets en ressources informationnelles, au ministère et au Fonds vert. Indiquer les dépenses et investissements prévus ainsi que les dépenses et investissements réels en 2015-2016 et en 2016-2017. Indiquer également leur état d'avancement au 31 mars 2016 (en % d'avancement) et les explications sommaires des écarts.

Comités interministériels

15. Liste de tous les comités interministériels, comités conjoints, comités-conseils, comités consultatifs, comités de vigilance, et de ceux impliquant d'autres partenaires, auxquels ont participé le ministère et ses organismes en 2015-2016 et 2016-2017. Ventiler par sous-ministériat et par organisme et indiquer, pour chacun :
 - a) le(s) mandat(s);
 - b) la liste des membres (incluant les membres externes, observateurs ou provisoires);
 - c) les rencontres tenues en 2015-2016;
 - d) les résultats détaillés des rencontres tenues en 2015-2016;
 - e) les rencontres prévues en 2016-2017 avec l'objet et l'échéancier.
16. Liste de l'effectif en poste au Secrétariat à la condition féminine pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions des besoins pour 2016-2017.
17. Nombre total de juges, au 31 mars 2016, pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.
18. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les commissions scolaires et les conseils municipaux.
19. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État. Indiquer quelles sociétés d'État ont atteint la parité.
20. Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2016.
21. Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et de services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2015-2016, ainsi que les cibles visées pour 2016-2017.
22. Plan d'action 2011-2015 – *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées depuis 2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
23. Plan d'action 2011-2015 – *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées depuis 2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. Fournir la liste des groupes ayant été consultés, les dates auxquelles ces consultations ont eu lieu, de même que le nom des personnes ayant pris part à la consultation.

24. Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale : montant associé pour chacune des 135 mesures du plan, bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées pour 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
25. Bilan détaillé de la *Campagne gouvernementale de sensibilisation à la violence conjugale* et coût des différentes actions entreprises pour 2015-2016.
26. Bilan détaillé des forums sur l'hypersexualisation des filles annoncés en janvier 2014. Intention de poursuite, crédits alloués en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017, suivi prévu à donner aux forums, copie des comptes rendus réalisés.
27. Détail des travaux engagés et à venir concernant le statut légal des conjoints de fait.
28. Détail des travaux engagés et à venir concernant la gestation pour autrui.
29. Détail des travaux engagés et à venir concernant la prostitution.
30. Plan d'action 2008-2013 en matière d'agression sexuelle, renouvelé pour un an :
 - a) bilan détaillé des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, par catégorie d'action;
 - b) intentions au-delà de 2015-2016 et fournir les détails du forum à venir : date, lieu, groupes et personnes invités.
31. Détail des travaux engagés et à venir concernant le renouvellement du plan d'action en matière d'agression sexuelle.
32. Ventilation détaillée des sommes accordées en 2015-2016 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, excluant les CALACS et les CAVAC. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2016-2017.
33. Bilan des actions entreprises auprès des femmes autochtones en 2015-2016, ainsi que les actions prévues pour 2016-2017.
34. Bilan des actions entreprises auprès des femmes immigrantes pour 2015-2016 et la date de réalisation. Fournir les prévisions pour 2016-2017.
35. Bilan des actions entreprises auprès des femmes dans la construction pour l'année 2015-2016, ainsi que les actions prévues pour 2016-2017.
36. Copie de toutes les ententes spécifiques en matière de condition féminine conclues avec les conférences régionales des élus et des subventions versées par le ministère pour chacune des ententes.
37. Copie de tous les accords de partenariat avec les tables de concertation régionale en condition féminine et liste des subventions versées par le ministère pour chacun des accords.
38. Fournir les sommes allouées en 2015-2016 et celles prévues en 2016-2017 pour le soutien à la mission des 16 groupes spécialisés en matière d'employabilité féminine. Ventiler par organisme. Indiquer le nombre de rencontres tenues avec les groupes par le Secrétariat à la condition féminine, au 31 mars 2016.
39. Tables des partenaires influents : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. Liste de l'effectif lié à ce projet, incluant le mandat et la rémunération.

40. *Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée* : bilan détaillé des actions entreprises et des sommes engagées annuellement depuis 2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
41. Programmes et appels de projets du SCF en 2015-2016. Pour chacun, indiquer, par région :
 - a) la liste des demandes soumises et retenues et leur descriptif sommaire;
 - b) la liste des demandes soumises non retenues, leur descriptif sommaire et les motifs de rejet;
 - c) les critères de sélection et les sommes octroyées.
42. Bilan de l'appel de projets locaux et régionaux en matière d'égalité entre les femmes et les hommes lancé en octobre 2015 par le Secrétariat à la condition féminine. Fournir les échéanciers des étapes d'analyse et de la décision finale pour les projets gagnants. Ventiler par projet déposé en fournissant :
 - a) le nom de l'organisation ayant déposé un projet;
 - b) la nature de l'organisation, par exemple : MRC, municipalités, organisations parapubliques des domaines de l'éducation, de la santé, des services sociaux ou du développement régional et local / organismes à but non lucratif, communautés autochtones;
 - c) si oui ou non le projet a été déposé en format « partenariat »;
 - d) le montant soumissionné pour le projet;
 - e) le résumé du projet proposé;
 - f) le cas échéant, les étapes d'analyse franchies pour le projet;
 - g) le cas échéant, les motifs sommaires de rejet pour le projet.
43. Liste de tous les prix remis par le SCF en 2015-2016 : pour chacun, indiquer les récipiendaires, les critères de sélection et le budget alloué pour les événements en lien avec la remise de ces prix.
44. Liste de tous les événements organisés par le SCF en 2015-2016 et le budget alloué pour la tenue de chacun d'eux.
45. Montant des dépenses du SCF, en 2015-2016, pour la formation des personnes qui interviennent directement auprès des femmes et des hommes immigrés au sujet des valeurs égalitaires, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.
46. Taux d'activité des femmes, par année, depuis 1995. Effectuer la comparaison avec le taux d'activité des hommes.
47. Taux d'emploi des femmes, par année, depuis 1995 pour le Québec, le Canada et les autres provinces. Effectuer la comparaison avec le taux d'emploi des hommes.
48. Taux d'emploi des femmes ayant des enfants de moins de cinq ans, par année, depuis 1995, pour le Québec, le Canada et les autres provinces. Effectuer la comparaison avec le taux d'emploi des hommes.
49. Taux d'activité des femmes ayant des enfants de moins de cinq ans, par année, depuis 1995, pour le Québec, le Canada et les autres provinces. Effectuer la comparaison avec le taux d'activité des hommes.
50. L'écart de salaire horaire entre les femmes et les hommes, par année, depuis 1995.
51. Depuis 2011, nombre de femmes bénéficiaires des programmes d'aide financière de dernier recours, en comparaison du nombre d'hommes.

P. 1 Indiquer les sommes dépensées pour 2015-2016 par votre ministère pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Informatique et technologies de l’information

	2015-2016
Logiciels ou licences	0 \$
Matériel	
✚ CSPQ (Mise à niveau des postes de travail du SCF à Windows 8.1)	23 960 \$*
Services professionnels	
✚ interne	
✚ externe (mise à jour site Web du SCF et développement du Portail sansstereotype.com)	12 096,26 \$
✚ CSPQ (gestion des sites Web et accès à la Plateforme applicative sur ordinateur central)	18 085 \$
✚ CSPQ (Mise à niveau des postes de travail du SCF à Windows 8.1)	12 990 \$*

* La dépense réelle pour 2015-2016 sera connue seulement à la mi-avril. Malgré que la grande majorité des coûts sera facturée en 2015-2016, une portion des services rendus dans le cadre de ce projet sera imputable à l’année financière 2016-2017. Le coût prévu total est de 36 950 \$ selon la répartition suivante :

Efforts	9 375 \$
Acquisition pour le remplacement des postes de travail désuets (1)	17 700 \$
Acquisition pour le remplacement des imprimantes désuètes (2)	3 400 \$
Acquisition pour le remplacement des écrans désuets (3)	2 860 \$
Marge	3 615 \$
Total	36 950 \$

P. 2 FOURNIR LA LISTE DES NOUVELLES MESURES INSTAURÉES EN 2015-2016 ET 2016-2017 ET, POUR CHACUNE, IDENTIFIER LES MESURES ABOLIES EN CONSÉQUENCE (APPLICATION DU CRAN D'ARRÊT). VENTILER SELON QUE CELA RELÈVE DU MINISTÈRE OU DE L'UN DE SES ORGANISMES.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

- P. 3 VENTILATION DÉTAILLÉE DES COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR AU MINISTÈRE ET À SES ORGANISMES POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2015-2016 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR L'ANNÉE 2016-2017 :
- PROGRAMME 4 (CONDITION FÉMININE)
 - ÉLÉMENT 1 : CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME
 - ÉLÉMENT 2 : SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE
-

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

P. 4 PAR PROGRAMME, DONNER LE NIVEAU DES CRÉDITS DEMANDÉS AU CONSEIL DU TRÉSOR POUR L'ANNÉE 2016-2017.
VENTILER SELON QUE CELA RELÈVE DU MINISTÈRE OU DE L'UN DE SES ORGANISMES.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

P. 5 VENTILATION DÉTAILLÉE DE TOUTES LES COMPRESSIONS FINANCIÈRES RÉALISÉES ET À VENIR DANS LE CADRE DU PLAN DE RETOUR À L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE POUR 2015-2016, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017. FOURNIR ÉGALEMENT LE DÉTAIL DE TOUTE AUTRE DEMANDE DE COMPRESSION DU CONSEIL DU TRÉSOR. VENTILER SELON QUE CELA RELÈVE DU MINISTÈRE OU DE L'UN DE SES ORGANISMES.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

P. 6 POUR TOUS LES PROGRAMMES DU MINISTÈRE ET DE SES ORGANISMES, DONNER LE DÉTAIL DES CRÉDITS EXISTANT EN 2015-2016 QUI N'ONT PAS ÉTÉ RECONDUITS EN 2016-2017, EN INCLUANT LES PROGRAMMES QUI ONT ÉTÉ ABOLIS.

Les données sont disponibles au budget des dépenses.

P. 7 POUR CHAQUE DIRECTION DU MINISTÈRE ET ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'EMPLOYÉS OCCASIONNELS EN 2016-2017 ET POUR LES CINQ DERNIÈRES ANNÉES, AINSI QUE LE NOMBRE ET LE POURCENTAGE D'ENTRE EUX QUI ONT OBTENU UN POSTE PERMANENT.

Aucune donnée disponible pour la période visée.

Concernant le Secrétariat à la condition féminine, aucun poste vacant n'a été aboli au cours de la dernière année.

Au Secrétariat à la condition féminine, il y a eu deux postes vacants non comblés au cours de la dernière année.

P. 10 CAMPAGNES DE PUBLICITÉ ET DE SENSIBILISATION RÉALISÉES EN 2016-2017, INCLUANT LES COÛTS ET LE NOM DES FIRMES AYANT RÉALISÉ LE MANDAT.

Les données ne sont pas disponibles pour l'année 2016-2017.

P. 11 LISTE DE TOUS LES SONDAGES EFFECTUÉS EN 2016-2017, INCLUANT LES COÛTS, LES SUJETS ET LE NOM DES FIRMES LES AYANT RÉALISÉS.

Les données ne sont pas disponibles pour l'année 2016-2017.

P. 12 INDiquer LA SOMME DÉPENSÉE DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE, ET LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017, PAR VOTRE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES POUR L'INFORMATIQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION. PRÉCISER S'IL S'AGIT D'ACHATS DE LOGICIELS, DE MATÉRIEL OU DE SERVICES PROFESSIONNELS (INTERNE, EXTERNE OU DU CSPQ).

Veillez référer à la question 1 des renseignements particuliers.

- P. 13 LISTE DES FORMATIONS, CONFÉRENCES, ATELIERS, MISSIONS OU JOURNÉES D'ACTIVITÉS (INCLUANT HORS-QUÉBEC) AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LES EMPLOYÉS DU MINISTÈRE ET MEMBRES RELEVANT DU CABINET DU MINISTRE DEPUIS 2011-2012, PAR ANNÉE FINANCIÈRE. INDIQUER :
- A. LE LIEU ET LA DATE;
 - B. LE COÛT;
 - C. LE NOMBRE DE PARTICIPANTS;
 - D. LE NOM DE LA PERSONNE OU DE L'ENTREPRISE QUI A OFFERT L'ACTIVITÉ.
-

Veillez-vous référer à l'annexe 1.

Formations au 31 mars 2016					
Date de la formation	Nom du fournisseur	Nom de la formation, conférence ou atelier	Nombre de participants	Lieu	Coût
2015-05-05	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Colloque 2015 : La Clé pour s'outiller, s'exprimer et briller	4	Québec	200,00 \$
2015-05-12	Ève Lamont	Le Commerce du sexe	13	Québec	104,00 \$
2015-05-13	Libéo inc.	Rédaction Web	9	Québec	255,00 \$
2015-05-18 au 2015-05-20	Université Laval	Université féministe d'été	3	Québec	375,00 \$
2015-06-09	Hélène Cadrin	Présentation des politiques en matière de violence faite aux femmes	19	Québec	0,00 \$
2015-06-10	Lucie Desrochers	Historique des femmes	9	Québec	300,00 \$
2015-07-10	Comité sur la persévérance scolaire des femmes	Présentation d'une étude sur le décrochage et le raccrochage des femmes au Centre-du-Québec	11	Québec	0,00 \$
2015-07-13	Ministère de la Justice	Présentation du rapport consultatif du Comité sur le droit de la famille	16	Québec	0,00 \$
2015-08-24	Université du Québec à Montréal	7 ^e Congrès international des recherches féministes dans la francophonie	1	Montréal	250,00 \$
2015-08-31	Université du Québec à Montréal/ Francine Duquet	Outiller les jeunes face à l'hypersexualisation	14	Québec	0,00 \$
2015-09-23	Pierrette Beaudoin	La participation au marché du travail des femmes immigrées du Maghreb	8	Québec	150,00 \$
2015-09-28	Centre Cyber-Aide	Promotion des métiers traditionnellement masculins auprès des femmes	10	Québec	0,00 \$
2015-10-16	Formation à l'Interne	Présentation du documentaire de Ève Lamont "L'Imposture"	15	Québec	0,00 \$
2015-12-16 au 2015-12-18	Libéo inc.	Édimestre TYPO3	1	Québec	1 600,00 \$
2016-01-13	Office québécoise de la langue française	Présentation des outils linguistiques de l'OQLF	5	Québec	0,00 \$

P. 14 LISTE DES PROJETS EN RESSOURCES INFORMATIONNELLES, AU MINISTÈRE ET AU FONDS VERT. INDIQUER LES DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PRÉVUS AINSI QUE LES DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS RÉELS EN 2015-2016 ET EN 2016-2017. INDIQUER ÉGALEMENT LEUR ÉTAT D'AVANCEMENT AU 31 MARS 2016 (EN % D'AVANCEMENT) ET LES EXPLICATIONS SOMMAIRES DES ÉCARTS.

Aucun projet en ressources informationnelles et au fonds vert en 2015-2016 pour le Secrétariat à la condition féminine.

- P. 15 LISTE DE TOUS LES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS, COMITÉS CONJOINTS, COMITÉS-CONSEILS, COMITÉS CONSULTATIFS, COMITÉS DE VIGILANCE, ET DE CEUX IMPLIQUANT D'AUTRES PARTENAIRES, AUXQUELS ONT PARTICIPÉ LE MINISTÈRE ET SES ORGANISMES EN 2015-2016 ET 2016-2017. VENTILER PAR SOUS-MINISTÉRIAT ET PAR ORGANISME ET INDICUER, POUR CHACUN :
- A. LE(S) MANDAT(S) ;
 - B. LA LISTE DES MEMBRES (INCLUANT LES MEMBRES EXTERNES, OBSERVATEURS OU PROVISOIRES) ;
 - C. LES RENCONTRES TENUES EN 2015-2016 ;
 - D. LES RÉSULTATS DÉTAILLÉS DES RENCONTRES TENUES EN 2015-2016 ;
 - E. LES RENCONTRES PRÉVUES EN 2016-2017 AVEC L'OBJET ET L'ÉCHÉANCIER.

1. COMITÉS INTERMINISTÉRIELS COORDONNÉES, PRÉSIDÉS OU COPRÉSIDÉS PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

COMITÉ	A. MANDAT	B. MEMBRES	C. RENCONTRES 2015-2016
Comité interministériel de sous-ministres associés et de sous-ministres adjoints en matière de violences sexuelles et sous-comités	Assurer la réalisation et le suivi des travaux d'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière d'agression sexuelle et d'exploitation sexuelle.	SCF, MJQ, MSSS, MSP, MEES, MTESS, SAA, FAMILLE, MIDI, MAMOT, DPCP, OPHQ	30 rencontres incluant les rencontres bilatérales.
Comité interministériel pour l'accès et le maintien des femmes dans les métiers traditionnellement masculins	Proposer de nouvelles mesures/actions, visant à favoriser la mixité en emploi, en vue du prochain plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Mettre en œuvre les mesures/actions sous sa responsabilité, qui découleront de ce nouveau plan d'action.	EQ, MESI, MEES, MF, MTESS (Secrétariat du (Travail), SAJ	Comité des SMA : 1 rencontre Comité des professionnels : 5 rencontres
Comité consultatif pour la promotion de rapports égalitaires en milieu scolaire	Comité ayant un rôle de conseil et de concertation, a pour mandat de : Participer aux travaux entourant la sensibilisation du milieu scolaire aux stéréotypes sexuels; Soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égalitaires dans les milieux scolaires (préscolaire, primaire et secondaire).	MSSS, MEES-DSECI MD, Fédération des commissions scolaires du Québec, Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement, Fédération des comités de parents du Québec, Centrale des syndicats du Québec, Association des directeurs généraux des commissions scolaires	1 rencontre
Comité interministériel sur la promotion des rapports égalitaires	Assurer la coordination gouvernementale en matière de promotion de modèles et de comportements égalitaires. Assurer une cohésion dans la stratégie et dans le développement des travaux.	MEES, MSSS, ministère de la Famille, MCE (SAJ), MIDI, BLCH	2 rencontres

COMITÉ	A. MANDAT	B. MEMBRES	C. RENCONTRES 2015-2016
	Soutenir la réalisation d'outils pour la promotion de rapports égalitaires dans les lieux d'éducation.		
Comité interministériel sur la mise en œuvre de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée (CHIC)	Assurer la mise en œuvre d'actions concrètes découlant de la mesure de la CHIC et collaborer aux travaux du comité de travail de la CHIC qui regroupe des acteurs de l'industrie de l'image, du milieu de la santé et du gouvernement.	MSSS, MEES, MESI	2 rencontres
Table des partenaires femmes et politique municipale	Assurer la concertation entre les intervenants qui réalisent des initiatives favorisant la participation des femmes à la politique municipale québécoise.	SCF, MAMOT, UMQ, FQM, DGEQ, CSF, Groupe Femmes, Politique et Démocratie, Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec, Réseau des élues municipales de la Montérégie Est, Conseil des Montréalaises, Ville de Montréal	2 rencontres
Comité interministériel d'évaluation du plan d'action 2011-2015	Produire un bilan évaluatif de réalisation du plan d'action, conséquemment à ce que prévoit la Politique gouvernementale <i>Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait</i> : « Certaines des mesures, qui sont inscrites dans le plan d'action rattaché à la politique et qui sont particulièrement significantes pour l'atteinte des objectifs d'égalité entre les femmes et les hommes, seront ciblées pour être évaluées, dont l'analyse différenciée selon les sexes. ».	SCF, MF, MTESS	4 rencontres
Comité interministériel de travail en matière d'égalité entre les femmes et les hommes	Travailler à l'élaboration des prochaines actions gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.	MAMOT, MCC, MEES, MESI, MF, MIDI, MJQ, MSSS, MTESS, OPHQ, SA, SAA, SAJ, BLCH	1 rencontre
Comité de suivi de la mesure 2.1.2, le Plan d'action gouvernemental 2015-2018, La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble	Assurer le suivi de la recherche qui vise à documenter les facteurs qui différencient le processus de radicalisation menant à la violence des filles et des femmes par rapport à celui des garçons et des hommes.	SCF, CSF	1 rencontre par mois, depuis décembre 2016

2. COMITÉS INTERMINISTÉRIELS COORDONNÉS PAR UN AUTRE MINISTÈRE OU ORGANISME

COMITÉ	A. MANDAT	B. MEMBRES	C. RENCONTRES 2015-2016
Comité interministériel responsable du suivi des mesures du Plan d'action pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2010-2015 (prolongé jusqu'en 2017)	Coordination et suivi de la mise en œuvre des mesures du Plan d'action pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2010-2015 (prolongé jusqu'en 2017).	AMF, CDPDJ, CSSS Cavendish, DPCP, MCE-SAA, MEES, MF-SA MIDI, MJQ, MSSS, MSP, OPHQ SCF, SHQ. Chaire de recherche en maltraitance âgés Curateur public du Québec	1 rencontre
Comité consultatif sur l'éducation à la sexualité	Conseiller le ministre de l'Éducation sur la mise en œuvre des apprentissages en éducation à la sexualité. Échanger sur les conditions à mettre en place pour assurer le succès de la démarche d'éducation à la sexualité dans les milieux scolaires en favorisant la mise en commun de différentes expertises.	MEES, MSSS, MSP, CSQ, FAE, OPSQ, SCF, FEEP, CSFL, QESBA, FCPQ, Commission scolaire de la Capitale, Beauce-Etchemin, Des Draveurs, et Central Québec, Francine Duquet, sexologue, UQAM	3 rencontres
Comité interministériel sur l'action communautaire	Participer, en collaboration avec le SACAIS, aux divers travaux relatifs aux modes de soutien financier, à l'harmonisation et à la simplification des pratiques administratives, à la reddition de comptes, à l'élaboration des nouveaux programmes du Fonds d'aide à l'action communautaire autonome, à la mise en place des outils ou mécanismes devant faire connaître les balises nationales à tous les échelons de l'administration gouvernementale ou de tout autre appui à fournir aux ministères et aux organismes gouvernementaux dont l'administration est déconcentrée, ainsi qu'à toute autre matière relevant de l'application de la politique.	Tous les MO attribuant des subventions aux organismes communautaires.	2 rencontres
Réseau de répondants gouvernementaux en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale	Assurer le suivi du Plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale, et également la reddition de comptes prévue à la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale.	MAMOT, MESI, MFQ, MEES, MIDI, MJQ, MRN, MSSS, MTQ, MTESS, MCE-SAA, SHQ, SCF.	1 rencontre
Rencontre interministérielle Démarche pour une révision en profon-	Réviser en profondeur l'action du Québec en matière d'immigration, de diversité et	MIDI, SCF, MSSS, MCE, MTEES, MFQ, SCT, MAMOT, MCC, MSP, MESI, MJQ,	6 rencontres

COMITÉ	A. MANDAT	B. MEMBRES	C. RENCONTRES 2015-2016
deur de l'action du Québec en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion	d'inclusion.	MTESS, CDPDJ, MRIF.	
Table interministérielle en itinérance	Assurer le suivi du plan d'action interministériel en itinérance.	SHQ, MEES, MIDI, MSSS, SAA, MTESS, SA, SAJ, MAMOT, Secrétariat à la région métropolitaine, MJQ, SCF, DPCP, CSSSPNQL.	2 rencontres
Comité interministériel responsable du suivi des mesures du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018.	Élaborer et assurer le suivi de la mise en œuvre du Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation 2015-2018.	CNESST, MAMOT, MCE-SCG, MCE-SAA, MCE-SAJ, MEES, MF, MF-SA, MIDI, MSSS, MJQ, MJQ-BLCH, MSP, MTESS, OPHQ.	8 rencontres
Comité interministériel pour l'harmonisation des activités éducatives destinées au milieu scolaire	Harmoniser les activités éducatives produites par des ministères et organismes gouvernementaux et destinés au réseau scolaire (préscolaire à la fin du secondaire).	MEES, AMF, MAPAQ, SAAQ, MSSS, Éducaloi, SEPAQ, OPC,GRICS, MTQ, MSP, Hydro-Québec, ASSNAT, DGEQ, MSSP, SCF,CNT, MJQ, MIDI.	3 rencontres
Comité interministériel pour la révision du salaire minimum	Définir un cadre de référence afin de guider les décisions relatives à l'évolution du salaire minimum et réviser annuellement le salaire minimum au Québec.	MFQ, MTESS, SCF, CNESST, MTESS (Secrétariat du Travail).	1 rencontre

3. AUTRES COMITÉS

COMITÉ	A. MANDAT	B. MEMBRES	C. RENCONTRES 2015-2016
Comité de travail pour la promotion de rapports égalitaires en milieu scolaire	Mise en œuvre de la mesure 2 du plan d'action en égalité : « tenir des rencontres de sensibilisation auprès de représentantes et de représentants du milieu scolaire en matière de stéréotypes sexuels »	Normande Babin (UL), Julie Pelletier (MEES), Sylvie Gosselin (CSQ), Chantal Locat (consultante pour le SCF)	3 rencontres
Comité pour la promotion de rapports égalitaires dans les services de garde éducatifs à l'enfance	Développer des outils de promotion des rapports égalitaires dans les services de garde éducatifs à l'enfance.	Francine Descarries (UQAM), ministère de la Famille	4 rencontres
Forum fédéral, provincial et territorial des ministres responsables de la Condition féminine	Mettre en commun l'information et faire connaître les réussites et les difficultés liées à la promotion de l'égalité des femmes. Chercher des moyens de faire progresser l'égalité des femmes par le biais de ressources individuelles ou combinées.	Canada-fédéral, Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick, Manitoba, Colombie-britannique, île-du-Prince-Édouard, Saskatchewan, Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador, Territoires du Nord-Ouest, Yukon, Nunavut	1 rencontre

COMITÉ	A. MANDAT	B. MEMBRES	C. RENCONTRES 2015-2016
	Entreprendre des initiatives conjointes, le cas échéant, qui portent sur des questions concernant tous les gouvernements. Élaborer les grandes orientations. Approuver les avis et les mémoires produits par la Direction de la recherche et de l'analyse du Conseil. Entériner les recommandations transmises au gouvernement.		
Conseil du statut de la femme		<p>Présidente : Julie Miville-Dechéne</p> <p>Membres recommandées par le milieu des associations féminines : LESBET, Leila MURRAY, Audrey PICARD, Gisèle RAYMOND, Nadine</p> <p>Membres recommandées par le milieu des associations syndicales : GINGRAS, Carole MARTINEAU, Lucie</p> <p>Membres recommandées par le milieu universitaire ; LAROUI, Rakia RINFRET, Natalie</p> <p>Membres recommandées par le milieu socio-économique : Poste vacant CABIROL, Élise-Ariane</p> <p>Membres d'office du Conseil du statut de la femme : MJQ, MEES, MSSS, MTESS, SCT, MCC SCF (Observateur)</p>	3 rencontres

Secrétariat à la condition féminine

CATÉGORIES D'EMPLOI	Effectif Au 29 février 2016
Administratrices, administrateurs d'État	1
Postes d'encadrement	1
Professionnelles, professionnels	16
Techniciennes, techniciens	0
Personnel de bureau	3

P.17 NOMBRE TOTAL DE JUGES, AU 31 MARS 2016, POUR CHAQUE COUR DE JURIDICTION QUÉBÉCOISE. POUR CHACUNE DES COURS, DISTINGUER LES JURIDICTIONS DE LA RÉGION AINSI QUE LE SEXE DES JUGES.

<i>COUR DU QUÉBEC</i>	H	F	Total	% F
Chambre de la jeunesse	17	34	51	66,7
Chambre criminelle et pénale	45	27	72	37,5
Chambre civile	35	24	59	40,7
Juridiction mixte	61	40	101	39,6
Juge responsable des cours municipales	1	0	1	0

<i>RÉPARTITION PAR RÉGION</i>	H	F	Total	% F
01 – Est du Québec 09 – Côte-Nord	8	9	17	52,9
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	7	2	9	22,2
03 – Québec	27	14	41	34,1
04 – Mauricie–Bois-Francs	10	3	13	23,1
05 – Estrie	7	10	17	58,8
06A – Montréal	46	42	88	47,7
06E – Laval	5	5	10	50,0
07 – Outaouais	8	6	14	42,9
08 – Abitibi-Témiscamingue	6	5	11	45,5
14 – Laurentides	13	8	21	38,1
15 – Lanaudière	8	1	9	11,1
16 – Montérégie	18	16	34	47,1

	H	F	Total	% F
Juges de paix et magistrats dans les palais de justices	15	19	34	55,9
Juges dans les cours municipales	41	27	68	39,7

Source : Secrétariat à la sélection des candidats à la fonction de juge, 8 avril 2016

P. 18 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES OCCUPANT DES POSTES DÉCISIONNELS DANS LES COMMISSIONS SCOLAIRES ET LES CONSEILS MUNICIPAUX.

Conseils municipaux	Nombre de femmes	Nombre total d'élus
Maires et mairesses	190	1 099
Conseillers et conseillères	2 204	6 895

N.B. Il s'agit du nombre de femmes élues à la suite du scrutin général de 2013.

Commissions scolaires	Nombre de femmes	Nombre total d'élus
Conseil des commissaires	350	704
Présidence	27	69

Note : Les données ci-dessus portent sur le nombre d'élues scolaires au lendemain de l'élection générale du 2 novembre 2014

Sources :
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur

P.19 TABLEAU DÉTAILLÉ ET À JOUR DU NOMBRE DE FEMMES DANS CHACUN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT. INDIQUER QUELLES SOCIÉTÉS D'ÉTAT ONT ATTEINT LA PARITÉ.

	Nombre de titulaires	Parité hommes-femmes	
		Nombre de femmes	% Femmes
1. Caisse de dépôt et placement du Québec	14	6	42,9
2. Conseil des arts et des lettres du Québec	14	8	57,1
3. Hydro-Québec	16	7	43,8
4. Investissement Québec	15	8	53,3
5. La Financière agricole du Québec	14	5	35,7
6. Régie de l'assurance maladie du Québec	15	6	40,0
7. Régie des installations olympiques	11	6	54,5
8. Régie des rentes du Québec	15	7	46,7
9. Société d'habitation du Québec	7	3	42,9
10. Société de développement des entreprises culturelles	15	9	60,0
11. Société de la Place des Arts de Montréal	11	7	63,6
12. Société de l'assurance automobile du Québec	15	8	53,3
13. Société de télédiffusion du Québec	11	8	72,7
14. Société des alcools du Québec	13	8	61,5
15. Société des établissements de plein air du Québec	9	4	44,4
16. Société des loteries du Québec	13	6	46,2
17. Société des traversiers du Québec	9	6	66,7
18. Société du Centre des congrès de Québec	11	6	54,5
19. Société du Grand Théâtre de Québec	9	3	33,3
20. Société du Palais des congrès de Montréal	9	4	44,4
21. Société du Plan Nord	13	6	46,2
21. Société québécoise des infrastructures (autrefois SIQ)	10	4	40,0
22. Société québécoise de récupération et de recyclage	10	5	50,0

Informations au 31 mars 2016
Source : Secrétariat aux emplois supérieurs

P.20 NOMBRE DE FEMMES OCCUPANT UN POSTE DE SOUS-MINISTRE, DE SOUS-MINISTRE ASSOCIÉE, DE SOUS-MINISTRE ADJOINTE OU DE DIRIGEANTE D’ORGANISME EN DATE DU 31 MARS 2016.

	NOMBRE DE FEMMES	TOTAL
Ministères		
Sous-ministres	8	26
Sous-ministres associés/adjoints	41	110
Organismes gouvernementaux		
Présidents	46	124
Vice-présidents	31	82
Autres organismes		
Présidents	2	15
Vice-présidents	0	3

Source : Secrétariat aux emplois supérieurs

Programme d'accès à l'égalité dans les organismes publics

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, responsable de l'application du programme, publie sur son site Internet la liste des organismes publics soumis à ce programme.

<http://www.cdpdj.qc.ca/fr/droits-de-la-personne/responsabilites-employeurs/pae/Pages/liste-organismes.aspx>

Programme d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes dans la fonction publique québécoise

Les statistiques concernant le personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique est disponible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor.

<http://www.tresor.gouv.qc.ca/ressources-humaines/effectifs-gouvernementaux/effectif-de-la-fonction-publique/>

Programme d'obligation contractuelle pour les entreprises privées

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, dont la responsabilité est de surveiller l'implantation du programme et d'agir à titre d'expert auprès du Secrétariat du Conseil du trésor et des ministères, publie sur son site Internet le nombre d'entreprises soumises à l'obligation contractuelle.

<http://www.cdpdj.qc.ca/fr/droits-de-la-personne/responsabilites-employeurs/pae/Pages/liste-entreprises.aspx>

Exposé et statistiques

Un exercice de reddition de comptes a été réalisé auprès des ministères et organismes¹ engagés dans le Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015, au printemps 2015. Après les quatre années de sa mise en œuvre, soit du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2015, il en ressort :

- Un degré moyen de réalisation des 102 actions et des 7 instruments de gouvernance de 83,6 % sur une cible de 80 %;
- Un total de 65 projets soutenu dans toutes les régions du Québec par le biais du programme Initiatives de partenariat;
- Le soutien aux tables régionales de groupes de femmes du Québec et à leur réseau par le biais du programme Accords de partenariat;
- Le financement de 45 projets favorisant l'augmentation du nombre de femmes qui occupent des postes de décision dans les instances locales et régionales par le programme À égalité pour décider;
- Le lancement du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale, ainsi que la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle et la publication de son rapport;
- La mise en œuvre complète du plan d'action de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée;
- La mise en œuvre du nouveau Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction marque un pas vers des changements de pratiques;
- Une approche territoriale et partenariale qui a suscité la mise sur pied et la réalisation de centaines de projets régionaux pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Pour l'année 2014-2015, les réalisations du Secrétariat à la condition féminine en regard des mesures du plan d'action sont inscrites dans les rapports annuels du ministère de la Justice du Québec, et des ministères et organismes gouvernementaux engagés, dans la section « Exigences législatives et gouvernementales ».

Chaque année, les ministères et les organismes engagés dans le plan d'action ont rendu compte de l'état d'avancement des mesures inscrites, sur la base de cibles et d'indicateurs prédéfinis et rigoureux.

Un bilan de la mise en œuvre du plan d'action a été rédigé par le Secrétariat à la condition féminine et mis en ligne sur son site Web en novembre 2015 :

http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/politique/Bilan_Egalite-2011-15.pdf.

Un bilan évaluatif de réalisation du plan d'action est en cours de production.

Certaines mesures du plan d'action ont été prolongées en 2015-2016.

¹ Les changements survenus dans la structure de certains ministères au cours de la période de mise en œuvre du plan d'action ont influencé le nombre initial de 26 ministères et d'organismes responsables de mesures.

P. 23 PLAN D'ACTION 2011-2015 – POUR QUE L'ÉGALITÉ DE DROIT DEVIENNE UNE ÉGALITÉ DE FAIT : BILAN DÉTAILLÉ, PAR CATÉGORIE D'ACTION, DES TRAVAUX EFFECTUÉS, DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES DEPUIS 2011, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017. FOURNIR LA LISTE DES GROUPES AYANT ÉTÉ CONSULTÉS, LES DATES AUXQUELLES CES CONSULTATIONS ONT EU LIEU, DE MÊME QUE LE NOM DES PERSONNES AYANT PRIS PART À LA CONSULTATION.

S'agissant de la première partie de la question, se référer à la réponse de la question 22.

Liste des groupes ayant été consultés

À cœur d'homme
Action des femmes handicapées
Alliance des maisons d'hébergement de 2^e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale
Amies d'affaires
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais
Association féminine d'éducation et d'action sociale
Association québécoise des centres communautaires pour aînés
Au bas de l'échelle
Bureau de coopération interuniversitaire
Centrale des syndicats du Québec
Centre de documentation sur l'éducation des adultes et la condition féminine
Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes
Collectif des femmes immigrantes du Québec
Comité consultatif Femmes en développement de la main-d'œuvre
Comité d'aide aux femmes sourdes de Québec
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle
Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec
Confédération des syndicats nationaux
Conférence des tables régionales de concertation des aînés du Québec
Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail du Québec
Conseil du patronat du Québec
Conseil interprofessionnel du Québec
Conseil québécois LGBT
Cravates roses – Comité stratégique
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante – Section Québec
Fédération des agricultrices du Québec
Fédération des associations de familles monoparentales et recomposées du Québec
Fédération des cégeps
Fédération des femmes du Québec
Fédération des maisons d'hébergement pour femmes
Fédération des travailleuses et travailleurs du Québec – Comité de la condition féminine
Fédération étudiante collégiale du Québec
Fédération québécoise des municipalités
Femmes autochtones du Québec
Groupe Femmes, Politique et Démocratie
Intersyndicale des femmes
L'Appui pour les proches aidants d'aînés
L'Effet A
L'R des centres de femmes du Québec
Réalisatrices équitables
Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale
Regroupement Naissance-Renaissance
Regroupement pour la valorisation de la paternité
Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel
Regroupement québécois des organismes de développement de l'employabilité
Relais-Femmes
Réseau d'Action des Femmes Handicapées Canada
Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec
Réseau des femmes d'affaires du Québec
Réseau des lesbiennes du Québec – Quebec Lesbian Network
Réseau des services spécialisés de main-d'œuvre
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec et 13 de ses 17 tables régionales
Réseau pour un Québec Famille
Réseau québécois d'action pour la santé des femmes
Union des artistes – Comité permanent de femmes artistes interprètes
Union des municipalités du Québec

P. 23 PLAN D'ACTION 2011-2015 – POUR QUE L'ÉGALITÉ DE DROIT DEVIENNE UNE ÉGALITÉ DE FAIT : BILAN DÉTAILLÉ, PAR CATÉGORIE D'ACTION, DES TRAVAUX EFFECTUÉS, DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES DEPUIS 2011, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017. FOURNIR LA LISTE DES GROUPES AYANT ÉTÉ CONSULTÉS, LES DATES AUXQUELLES CES CONSULTATIONS ONT EU LIEU, DE MÊME QUE LE NOM DES PERSONNES AYANT PRIS PART À LA CONSULTATION.

Ville de Montréal

Dates auxquelles ces consultations ont eu lieu

14 octobre 2015 à Québec
21,22 et 23 octobre à Montréal
10 novembre 2015 à Montréal
29 janvier 2016 à Montréal

Des rencontres bilatérales complémentaires se sont tenues d'octobre à décembre 2015 avec les organismes suivants :

Autorité des marchés financiers
Commission de la construction du Québec
Commission de l'équité salariale
Conseil de gestion de l'assurance parentale
Conseil du statut de la femme
Directeur général des élections du Québec
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

P. 24 PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE : MONTANT ASSOCIÉ POUR CHACUNE DES 135 MESURES DU PLAN, BILAN DÉTAILLÉ, PAR CATÉGORIE D'ACTION, DES TRAVAUX EFFECTUÉS, DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES POUR 2015-2016, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017.

Le 6 décembre 2012, le Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale (Plan d'action) a été rendu public. Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) et le ministère de la Justice (MJQ) sont conjointement responsables de la coordination gouvernementale de la mise en œuvre des engagements du Plan d'action.

Ce plan d'action donne suite aux recommandations issues d'une consultation auprès de 75 organismes, notamment des organismes autochtones, des groupes de femmes et du milieu de la recherche.

Ce Plan d'action regroupe les 135 engagements de dix ministères et organismes* directement concernés par cette problématique de violence. De ces engagements, 35 sont spécifiquement prévus pour les Autochtones. Il contient également des mesures pour mieux rejoindre les groupes plus vulnérables dans un contexte de violence conjugale, soit les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes immigrantes ou issues des minorités ethnoculturelles, les minorités sexuelles et les hommes victimes. Des brochures ont d'ailleurs été réalisées afin de les rejoindre.

De nouvelles mesures inscrites au Plan d'action, évaluées à 57 M\$ pour cinq ans, proviennent des crédits réguliers des ministères et organismes. Ce montant s'ajoute aux sommes déjà investies depuis la publication de la politique d'intervention de 1995, notamment le financement annuel récurrent aux organismes communautaires spécialisés en matière de violence conjugale (maisons d'hébergement, centres de femmes, services pour conjoints ayant des comportements violents et Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVACS)).

Le SCF assure le suivi de la mise en œuvre des engagements du Plan d'action en partenariat avec les dix ministères et organismes responsables de l'ensemble des engagements qui y sont inscrits.

Chacun des ministères et organismes produit annuellement un bref état sur la réalisation de ses engagements respectifs.

Afin d'assurer un suivi rigoureux de la mise en œuvre des engagements du Plan d'action, un bilan est prévu à son terme.

* Ministères et organismes engagés dans le Plan d'action :

Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
Ministère de la Famille
Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion
Ministère de la Justice
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Ministère de la Sécurité publique
Secrétariat à la condition féminine
Secrétariat aux affaires autochtones (ministère du Conseil exécutif)
Secrétariat aux aînés (ministère de la Famille)

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a octroyé une subvention de 45 000 \$ (2013-2014) à l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ) afin qu'il réalise un outil intitulé *Guide d'analyse de la violence conjugale sur un territoire*. À cet effet, un comité consultatif, dont le mandat était de conseiller les responsables dans la production de l'outil, notamment quant aux besoins de la clientèle cible, d'orienter le repérage des programmes de prévention existants et évalués au Québec, et plus globalement de fournir une expertise en matière de violence conjugale, a été mis sur pied. Le SCF a participé aux travaux d'élaboration de l'outil qui étaient sous la responsabilité de l'INSPQ. L'outil sera publié sur le site Web de l'INSPQ au printemps 2016.

Dans le cadre du 9^e Prix Égalité Thérèse-Casgrain, une catégorie « Prévention de la violence » est promue. Cette année, le lauréat est la Maison des femmes de Baie-Comeau pour son guide intitulé *Rapport égalitaire, guide à l'intention de la personne intervenant auprès des jeunes*. L'événement de remise des prix a eu lieu le 22 mars 2016 au restaurant Le Parlementaire situé dans l'hôtel du Parlement à Québec.

Dans le cadre des douze jours d'action pour l'élimination de la violence envers les femmes, édition 2015, le SCF a soutenu financièrement trois projets, soit celui du Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale, de la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes et du Comité des 12 jours d'action (représenté par la Fédération des maisons d'hébergement pour femmes). Un montant total de 34 000 \$ a été octroyé. Une campagne d'information sur les services existants, un événement de sensibilisation et de mobilisation, ainsi qu'un *Déjeuner des hommes pour l'élimination des violences envers les femmes* ont notamment été réalisés par les organismes.

Le SCF a financé un projet de veille scientifique en violence conjugale, périodique, pour la durée du plan d'action en violence conjugale. Une somme de 10 000 \$ a été investie à cet égard. Douze numéros de cette veille scientifique ont été publiés entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2016 par le Centre de recherche interdisciplinaire sur la violence familiale et la violence faite aux femmes (CRI-VIFF). Ces numéros ont été transmis à chaque membre du Comité interministériel de coordination en matière de violence conjugale, familiale et sexuelle, pour diffusion dans leur réseau respectif. Au total, 2 150 abonnés sont inscrits à la liste d'envoi. La plupart agissent directement, au plan national, régional ou local, sur la problématique de la violence conjugale : des universités (étudiants, professeurs, chercheurs et autres centres de recherche), des organismes communautaires, des partenaires institutionnels et gouvernementaux (services de police, ministères, centres de santé et services sociaux), des regroupements et des associations, etc. Cette veille scientifique est aussi disponible sur le site Internet du CRI-VIFF (mesure 95 du Plan d'action 2012-2017 en matière de violence conjugale).

Le SCF a accordé du financement à L'Alliance gaspésienne des maisons d'aide et d'hébergement pour la réalisation du film *La construction du personnage* sur la violence conjugale. Le lancement s'est déroulé le 10 novembre 2015 à la Cinémathèque de Montréal.

Forums hypersexualisation

Deux forums sur l'hypersexualisation ayant permis de mieux comprendre ce phénomène et de faire ressortir ses nombreux effets ont été tenus :

- à Laval, le 30 janvier 2014, et dans la région de la Capitale-Nationale, le 28 février 2014;
- au total, plus de 200 personnes ont participé aux deux forums.

Actions

Le Secrétariat à la condition féminine soutient des actions visant à agir contre la sexualisation de l'espace public et à ses impacts chez les jeunes filles et les jeunes garçons.

À titre d'exemple :

- le projet « Hypersexualisation, cyberharcèlement et rapports égalitaires » du Y des femmes de Montréal, soutenu financièrement (2014-2015 et 2015-2016) est présentement en cours de réalisation.

Le Secrétariat à la condition féminine n’a pas engagé de travaux concernant le statut légal des conjoints de fait.

Le Secrétariat à la condition féminine n’a pas engagé de travaux concernant la gestation pour autrui.

Au cours de 2015-2016, près de trente rencontres ont été réalisées par le Secrétariat à la condition féminine (SCF) avec les différents ministères et organismes gouvernementaux concernés par l'exploitation sexuelle et les agressions sexuelles afin d'élaborer les actions gouvernementales en ces matières.

La Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021, qui découle de ces travaux, sera rendue publique au cours du printemps 2016.

Étude sur la prostitution en partenariat avec le Fonds de recherche du Québec

Une entente a été conclue en mars 2014 entre le SCF et le Fonds de recherche du Québec – Société et culture dans le cadre du programme Actions concertées pour la réalisation d'une recherche permettant de documenter les conséquences de la situation prostitutionnelle des femmes au Québec.

La recherche, dont les travaux se dérouleront sur deux ans, vise à documenter les conséquences physiques, psychologiques, relationnelles et sociales de la prostitution chez les filles et les femmes québécoises qui la vivent ou qui l'ont vécue.

L'annonce du projet de recherche retenu au terme du concours pour recevoir la subvention de 203 197 \$ a été faite le 25 septembre 2015. Il s'agit de *La face cachée de la prostitution : une étude des conséquences de la prostitution sur le développement et le bien-être des filles et des femmes*, sous la direction de M^{me} Nadine Lanctôt, de l'Université de Sherbrooke. L'ensemble des résultats devra permettre aux instances décisionnelles et aux organismes qui interviennent auprès de ces personnes d'avoir une meilleure compréhension de ces conséquences sur les filles et les femmes prostituées au Québec, et de disposer de pistes d'action et d'interventions à privilégier pour soutenir celles qui souhaitent s'en sortir. Les travaux de recherche ont débuté en octobre 2015 et le rapport final est attendu en janvier 2018.

P. 30 PLAN D'ACTION 2008-2013 EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE, RENOUVELÉ POUR UN AN :

- A. BILAN DÉTAILLÉ DES TRAVAUX EFFECTUÉS, DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2015-2016, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017, PAR CATÉGORIE D'ACTION;**
 - B. INTENTIONS AU-DELÀ DE 2015-2016 ET FOURNIR LES DÉTAILS DU FORUM À VENIR : DATE, LIEU, GROUPES ET PERSONNES INVITÉS.**
-

Bilan détaillé des travaux effectués et des mesures mises en place, et des dépenses engagées en 2015-2016

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) et le ministère de la Justice sont conjointement responsables de la coordination gouvernementale de la mise en œuvre des engagements du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle (Plan d'action).

Ce plan d'action regroupe les 100 engagements des ministères et organismes¹ directement concernés par cette problématique. Les 100 mesures du plan d'action concernent les axes suivants : la promotion de valeurs fondamentales; la prévention des agressions sexuelles; le dépistage, l'intervention psychosociale, médicale, judiciaire et correctionnelle, ainsi que le déploiement d'engagements pour assurer la réussite des interventions.

Le Rapport sur la mise en œuvre du plan d'action 2008-2013 a été rendu public le 25 novembre 2014. Il couvre la période d'avril 2008 à mars 2014.

Les résultats rapportés dans ce document permettent de constater les efforts consentis pour la réalisation des 100 mesures du Plan d'action, ainsi que les sommes investies par le gouvernement pour leur déploiement durant la période couverte.

À l'hiver 2015, le Plan d'action a été prolongé d'un an afin de tenir compte, entre autres, des exercices de consultations découlant de la motion adoptée à l'Assemblée nationale en novembre 2014, soit : la tenue d'une commission parlementaire, en mars 2015, et d'un forum itinérant en juin et septembre de la même année à Montréal, Rivière-du-Loup et Gatineau. Ces consultations ont permis à près de 100 participantes et participants de faire connaître leurs constats et leurs recommandations sur le sujet des agressions sexuelles. Une consultation en ligne a également été réalisée entre mai et septembre 2015.

Au cours de 2015-2016, nombre de mesures du Plan d'action 2008-2013 se sont poursuivies.

¹ Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion, ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de la Sécurité publique, ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Secrétariat aux affaires autochtones (ministère du Conseil exécutif), Secrétariat aux aînés (ministère de la Famille), Secrétariat à la condition féminine.

La Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2016-2021 sera rendue publique au cours du printemps 2016. Elle ciblera deux problématiques : les agressions sexuelles et l'exploitation sexuelle.

En matière d'agression sexuelle, cette stratégie s'inscrit dans la continuité des deux Plans d'action gouvernementaux en matière d'agression sexuelle précédents (2001-2006 et 2008-2013), qui ont vu la mise en place de mesures importantes qui se poursuivent encore aujourd'hui, notamment :

- Le soutien financier à des organismes qui œuvrent auprès des victimes d'agression sexuelle, dont les Centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) et les Centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS);
- L'implantation d'une ligne téléphonique de référence sans frais pour les victimes d'agression sexuelle;
- La vérification des antécédents judiciaires et des absences d'empêchement visant le personnel des services de garde éducatifs et le personnel enseignant.

Cette stratégie est le fruit de vastes consultations, notamment celle tenue par la Commission des relations avec les citoyens¹, en mars 2015, ainsi que le forum itinérant, tenu en juin et septembre de la même année dans les villes de Montréal, Rivière-du-Loup et Gatineau.

L'ensemble de ces consultations a permis de faire ressortir les principaux enjeux relativement aux agressions sexuelles et à l'exploitation sexuelle, et d'entendre les recommandations formulées par nombre de personnes et d'organismes issus des milieux communautaires, associatifs et de la recherche, et des organismes autochtones.

¹ Consultations particulières et auditions publiques sur le Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle.

P. 32 VENTILATION DÉTAILLÉE DES SOMMES ACCORDÉES EN 2015-2016 POUR DES MESURES SERVANT À SOUTENIR LES FEMMES ET LES ENFANTS VICTIMES DE VIOLENCE, EXCLUANT LES CALACS ET LES CAVAC. MESURES ENGAGÉES OU À PRÉVOIR ET VENTILATION DES SOMMES PRÉVUES POUR 2016-2017.

L'essentiel du financement des ressources pour femmes et enfants victimes de violence est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Voici les principales actions entreprises auprès des femmes autochtones en 2015-2016 par le Secrétariat à la condition féminine :

Violence et agression sexuelle

- Poursuite de la mise en œuvre des mesures prévues (35/135) dans le volet autochtone du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale.
- Suivi des consultations tenues dans le cadre du mandat d'initiative de l'Assemblée nationale sur « Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale ».
- Poursuite des travaux d'élaboration de la future Stratégie pour prévenir et contrer les violences sexuelles, dont certaines actions viseront à répondre aux enjeux spécifiques touchant les Autochtones.

Femmes autochtones disparues ou assassinées

- Participation du Québec à la Table ronde nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues ou assassinées, en février 2016 à Winnipeg.
- Octroi d'une aide financière à Femmes autochtones du Québec pour l'organisation d'un rassemblement des proches de femmes autochtones disparues ou assassinées, qui a eu lieu du 23 au 26 avril 2015. Cet événement regroupait une vingtaine de personnes. D'autres ministères ont aussi contribué financièrement à la tenue de cette rencontre : ministère de la Justice, ministère de la Santé et des Services sociaux, Secrétariat aux affaires autochtones et Justice Canada.

Ententes régionales en égalité

- Renouvellement de l'entente conclue avec le Gouvernement de la nation crie pour l'année 2015-2016; le mandataire de l'entente est l'Association des femmes cries de l'Eeyou Istchee.
- Renouvellement de l'entente conclue avec l'Administration Kativik pour l'année 2015-2016; le mandataire de l'entente est l'Association des femmes inuites Saturviit.

Appels de projets

Programme À égalité pour décider :

- Financement d'un projet de formation en leadership adaptée à la culture et à la spécificité du territoire inuit par Saturviit (Association des femmes inuites du Nunavik). Cette formation, d'une durée de cinq jours, sera offerte aux femmes inuites dans quatorze villages du Nunavik et à Montréal. L'objectif est d'offrir aux femmes inuites les outils dont elles ont besoin pour considérer leur mandat électoral avec plus de confiance.
- Financement d'un projet visant l'accompagnement et la formation en leadership des femmes autochtones, afin de les inciter à briguer un mandat au sein d'une instance politique ou communautaire, par l'organisme Femmes autochtones du Québec. Les ateliers de formation seront présentés dans chacune des neuf nations membres de Femmes autochtones du Québec, ainsi qu'en milieu urbain.

Programme de soutien à des initiatives de partenariat :

- Financement du projet « Miro » du Centre d'amitié autochtone du Saguenay, portant sur l'élaboration d'un portrait des bonnes pratiques en matière de soins de santé et de services sociaux aux femmes autochtones, la bonification de l'offre de services en la matière, et le développement d'ateliers de sensibilisation sur l'image corporelle saine, les enseignements traditionnels relatifs aux relations égalitaires, la sensibilisation des éducatrices et des enseignants d'enfants autochtones aux rapports égalitaires, etc.
- Financement du projet « PHÉNIX : femmes autochtones de La Tuque » du Centre d'amitié autochtone La Tuque, visant le soutien des femmes autochtones en matière de confiance et d'estime de soi, d'addiction ou de gestion du stress, par le développement d'un atelier de plusieurs jours basé sur des principes autochtones.
- Financement du projet du Centre d'Innovation des Premiers Peuples, visant l'accompagnement et l'intégration socio-professionnelle des femmes autochtones de l'Outaouais, fondé sur l'élaboration de différentes activités de soutien et d'inclusion notamment basées sur des valeurs autochtones.

- Financement du projet « Unies pour s'engager : la suite » du Regroupement des femmes de la Côte-Nord, visant à briser l'isolement des femmes autochtones de la Côte-Nord en créant et en pérennisant des liens avec les femmes non autochtones, notamment par la mise en place d'un regroupement des femmes des Premières Nations et le développement d'outils d'éducation populaire s'adressant autant aux femmes autochtones que non autochtones.

Consultation *Ensemble pour l'égalité entre les femmes et les hommes*

- Participation de Femmes autochtones du Québec à l'une des journées de réflexion tenue dans le cadre de la consultation *Ensemble pour l'égalité entre les femmes et les hommes*.

Politique québécoise en matière d'immigration de participation et d'inclusion

En 2015-2016, le Secrétariat à la condition féminine (SCF) est l'un des 26 ministères et organismes qui ont pris part à l'élaboration de la Politique québécoise en matière d'immigration, de participation et d'inclusion et Stratégie d'action 2016-2021, *Ensemble, nous sommes le Québec*, sous l'égide du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

Le SCF est d'ailleurs responsable d'une mesure soit :

- S'assurer que les programmes et les services publics répondent aux besoins d'une population diversifiée.
 - Cette mesure concerne entre autre la Politique gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes.

Consultation *Ensemble pour l'égalité entre les femmes et les hommes*

Par ailleurs, le SCF a tenu la consultation *Ensemble pour l'égalité entre les femmes et les hommes* et a pris acte des préoccupations soulevées au sujet des femmes immigrantes et issues des minorités ethnoculturelles.

Programme « À égalité pour décider »

Un projet financé dans le cadre de l'édition 2015-2016 du programme « À égalité pour décider » vise à concevoir et réaliser une série d'initiatives communautaires dans le but de renforcer la participation des femmes immigrantes dans leur quartier.

Le portrait de ce projet est le suivant :

- « Mon arrondissement : mon espace de leadership et d'interculturalité », Fédération des communautés culturelles de l'Estrie, région de l'Estrie :
 - Dans un contexte de mentorat, le projet a pour objectif de créer et présenter des formations portant, entre autres, sur la culture du bénévolat au Québec, le fonctionnement d'une structure décisionnelle et le leadership féminin dans un contexte d'interculturalité.

Appel de projets locaux et régionaux

Dans le cadre de l'édition 2015-2016 de l'appel de projets locaux et régionaux, le SCF a subventionné différents organismes qui orientaient leurs interventions auprès des femmes immigrantes et issues des minorités ethnoculturelles.

Le portrait de ces projets est le suivant :

- « La santé avec un grand F », Sexplique, région de la Capitale-Nationale :
 - projet visant le développement d'ateliers-débats et de conférences spécifiquement offerts aux femmes aînées et aux femmes immigrantes sur la santé reproductive et la santé sexuelle.
- « Femme : voir plus loin », Maison d'Haïti, région de Montréal :
 - projet visant le soutien et l'accompagnement spécifique des femmes issues des minorités ethnoculturelles vivant avec des troubles de santé mentale : mise en place d'activités individuelles et de groupe, rencontres avec des ressources spécialisées et activités de sensibilisation et de prévention visant les bénéficiaires et le grand public.
- « Notre sécurité et notre intégrité : une responsabilité collective », Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées, région de Montréal :
 - projet visant l'élaboration d'un portrait de la situation des femmes handicapées issues de l'immigration en matière de violences, accompagné de 4 ateliers de sensibilisation en la matière.
- « Synergie pour l'accès des femmes immigrantes victimes de violences aux ressources d'aide », Association des femmes immigrantes de l'Outaouais, région de l'Outaouais :

-
- projet visant l'amélioration de l'accès des femmes immigrantes aux ressources d'aide en violence conjugale spécifiquement adaptées à leurs besoins, par l'élaboration de séances d'information et d'une stratégie de collaboration multipartenariale.

Autre projet

- Octroi d'une aide financière en 2015-2016 à l'organisme Centre R.I.R.E. 2000 pour le projet « Active-toi, Valorise-toi », qui vise que des femmes immigrantes allophones de la Capitale-Nationale, afin qu'elles acquièrent des compétences recherchées sur le marché de l'emploi au Québec, renforcent leur français et leur estime de soi, et ce, en vue d'une intégration réussie.

La Commission de la construction du Québec porte la responsabilité de la réalisation du bilan de la mise en œuvre du Programme d'accès à l'égalité des femmes dans l'industrie de la construction 2015-2024.

Actions réalisées en 2015-2016 par le Secrétariat à la condition féminine

Dans le cadre des travaux entourant l'élaboration de la future Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2016-2021 :

- Le Comité interministériel pour l'accès et le maintien des femmes dans les métiers traditionnellement masculins a poursuivi ses travaux et a pris en compte la présence des femmes dans les métiers de la construction dans ses discussions.
- Le Secrétariat à la condition féminine a poursuivi ses travaux en vue de s'adresser aux membres du personnel des services de garde, des écoles primaires et secondaires, ainsi qu'aux parents par un projet, dont l'objectif sera de mieux les outiller pour prévenir une socialisation stéréotypée et agir contre les stéréotypes sexuels et sexistes, en mettant notamment à leur disposition un ensemble d'information, d'outils et de références, concernant notamment les choix scolaires des jeunes.

P. 36 COPIE DE TOUTES LES ENTENTES SPÉCIFIQUES EN MATIÈRE DE CONDITION FÉMININE CONCLUES AVEC LES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS ET DES SUBVENTIONS VERSÉES PAR LE MINISTÈRE POUR CHAUCUNE DES ENTENTES.

Aucune entente spécifique n'a été conclue en 2015-2016.

Les accords de partenariat visent à soutenir les Tables de concertation régionales en condition féminine et leur Réseau dans le développement de partenariats locaux et régionaux en vue de faire progresser l'égalité dans toutes les régions du Québec, et ce, en complémentarité et en cohérence avec la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*.

Une subvention de 20 000 \$ a été versée à chacun des organismes suivants pour l'année 2015-2016 dans le cadre de ces ententes :

- Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent;
- Table de concertation des groupes de femmes Saguenay–Lac-Saint-Jean (Récif-02);
- Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale;
- Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie;
- ConcertAction Femmes Estrie;
- Table des groupes de femmes de Montréal;
- Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales;
- Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Regroupement des femmes de la Côte-Nord;
- Comité condition féminine Baie-James;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles;
- Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches;
- Table de concertation de Laval en condition féminine;
- Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière;
- Réseau des femmes des Laurentides;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie;
- Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec;
- Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec.

P. 38 FOURNIR LES SOMMES ALLOUÉES EN 2015-2016 ET CELLES PRÉVUES EN 2016-2017 POUR LE SOUTIEN À LA MISSION DES 16 GROUPES SPÉCIALISÉS EN MATIÈRE D'EMPLOYABILITÉ FÉMININE. VENTILER PAR ORGANISME. INDiquer LE NOMBRE DE RENCONTRES TENUES AVEC LES GROUPES PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE, AU 31 MARS 2016.

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) et Emploi-Québec (EQ) ont accordé un soutien financier transitoire de 500 000 \$ pour l'année 2015-2016 au Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) :

- Le financement accordé au CIAFT est pour la réalisation d'activités visant à agir sur les problématiques liées au développement et à l'accès à l'emploi des femmes en favorisant la concertation des organismes spécialisés en développement de la main-d'œuvre féminine (OSDMOF) :
 - 200 000 \$ provient du SCF;
 - 300 000 \$ provient d'EQ;
- Les 16 OSDMOF sont des ressources externes d'Emploi-Québec et obtiennent un financement par le biais des ententes de services avec EQ (plus de 7 M\$ par année au total depuis trois ans).

P. 39 TABLE DES PARTENAIRES INFLUENTS : BILAN DÉTAILLÉ, PAR CATÉGORIE D’ACTION, DES TRAVAUX EFFECTUÉS, DES MESURES MISES EN PLACE ET DES DÉPENSES ENGAGÉES EN 2015-2016, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2016-2017. LISTE DE L’EFFECTIF LIÉ À CE PROJET, INCLUANT LE MANDAT ET LA RÉMUNÉRATION.

Dépenses engagées :

- Aucune nouvelle dépense engagée en 2015-2016.

Effectif lié à ce projet, incluant le mandat et la rémunération :

- Aucun effectif étant donné que la Table a complété son mandat.

Le comité de travail sur la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée (CHIC) mis sur pied en mars 2009, regroupe une trentaine d'acteurs de l'industrie de la mode, de la publicité, des médias, de la musique, de la vidéo, de la santé et du gouvernement, et il est coprésidé par M. Howard Steiger et M^{me} Ève-Marie Lortie. M. Steiger est directeur du Programme des troubles de l'alimentation de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas et membre du Eating Disorders Research Society. M^{me} Lortie est une personnalité bien connue du monde des médias. Elle a pris la relève de M^{me} Marie-Claude Savard, journaliste et animatrice, le 21 décembre 2015. La CHIC a été lancée le 16 octobre 2009.

Depuis sa création, la CHIC s'est inscrite dans la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014, dans le volet « Défi de la santé - Pour un mieux-être collectif », et dans le Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012.

Le Plan d'action pour la mise en œuvre 2010-2013 de la CHIC a été lancé le 17 décembre 2010. Il contient 20 mesures se déclinant en 46 actions plus spécifiques, et est porté par quatre ministères (Secrétariat à la condition féminine, ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, ministère de la Santé et des Services sociaux et ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation) et quinze partenaires. Il vise à sensibiliser les jeunes de 14 à 17 ans, plus particulièrement les jeunes filles, sur la question de l'image corporelle et à garder mobilisés et engagés les membres du comité de travail qui regroupe autant des acteurs influents dans le monde de l'image que différents ministères du gouvernement du Québec. Il a été prolongé jusqu'au 31 mars 2015.

Un microsite promotionnel JeSigneEnLigne.com a été mis en ligne le 15 mars 2010. En date du 31 mars 2016, 25 663 signataires avaient adhéré aux sept principes de la CHIC.

Le bilan final du Plan d'action de la CHIC a été rendu public en juin 2015.

Divers acteurs de l'industrie de l'image ont également posé des gestes concrets depuis le lancement du Plan d'action, notamment les griffes Myco Anna, Melow et Voyou et certains magazines féminins présentent de plus en plus des mannequins aux gabarits diversifiés. D'ailleurs, le magazine Clin d'œil a pris un nouveau virage en annonçant dans la publication de mars 2015 que, désormais, les mannequins choisis seraient de poids, tailles, âges et ethnies diversifiés et qu'aucune retouche aux silhouettes ne serait apportée.

Sommes allouées pour 2015-2016: 5 120 \$

Le Plan d'action pour la mise en œuvre de la CHIC est arrivé à échéance le 31 mars 2015. Toutefois, le comité de travail a décidé d'un commun accord de poursuivre son implication afin de mettre en œuvre des actions concrètes en faveur de la promotion d'une image corporelle saine et diversifiée.

Il collabore d'ailleurs à la réflexion entourant la rédaction d'une mesure de la CHIC dans la prochaine Stratégie gouvernementale pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2016-2021.

- P. 41 PROGRAMMES ET APPELS DE PROJETS DU SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2015-2016. POUR CHACUN, INDiquer, PAR RÉGION :
- A. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES ET RETENUES ET LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE;
 - B. LA LISTE DES DEMANDES SOUMISES NON RETENUES, LEUR DESCRIPTIF SOMMAIRE ET LES MOTIFS DE REJET;
 - C. LES CRITÈRES DE SÉLECTION ET LES SOMMES OCTROYÉES.
-

Programme de soutien financier à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »

- Trois ententes administratives en matière d'égalité ont été conclues avec chacun des secteurs du Nord-du-Québec (secteur Kativik, Baie-James et secteur cri) pour l'année 2015-2016. Le financement de ces ententes est présenté en annexe 1.
- 25 projets sont financés dans le cadre de l'appel de projets locaux et régionaux lancé pour l'année 2015-2016. Le financement de ces projets est présenté en annexe 2.
- 18 autres projets en lien avec le Plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015, prolongé en 2015-2016, ont été financés. Le financement de ces projets est présenté en annexe 3.
- Renouvellement de l'entente avec le Groupe Femmes, Politique et Démocratie à hauteur de 300 000 \$ en 2015-2016.
- Une entente avec le Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail à hauteur de 200 000 \$ pour les organismes spécialisés en développement de la main-d'œuvre féminine

Les critères de sélection sont la qualité du projet, sa cohérence relativement aux objectifs du programme, ses retombées et la qualité du montage financier.

Programme À égalité pour décider

En 2015-2016, dans le cadre du programme À égalité pour décider, 16 projets annuels ont été financés. Les projets et le montant de leur subvention pour 2015-2016 sont présentés à l'annexe 4.

Les critères de sélection sont la qualité du projet, sa cohérence relativement aux objectifs du programme, ses retombées et la qualité du montage financier.

Programme Accords avec le Réseau et les Tables de concertation en matière de condition féminine pour le développement de partenariats en région

Des ententes de service quadriennales (2011-2015) ont été conclues en 2011 avec le Réseau des tables et les 17 Tables de concertation en matière de condition féminine dans le cadre du programme Accords avec le Réseau et les Tables de concertation en matière de condition féminine pour le développement de partenariats en région.

Le programme a été reconduit pour l'année 2015-2016. Une subvention de 20 000 \$ a été versée à chacun des 18 organismes pour l'année 2015-2016.

Les critères d'évaluation de ces ententes sont la pertinence et l'impact des projets proposés quant au développement et à la consolidation de partenariats en région en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Programme de soutien financier à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes » Ententes administratives en égalité 2015-2016	
Secteurs du Nord-du-Québec	Aide financière attribuée en 2015-2016
Kativik (avenant 2015-2016 à l'entente 2011-2015)	55 000 \$
Baie-James (nouvelle entente administrative 2015-2016)	56 000 \$
Cri (avenant 2015-2016 à l'entente 2011-2015)	22 000 \$

PQ 41 - Annexe 2 - Liste des projets financés par le Secrétariat à la condition féminine dans le cadre de l'appel de projets locaux et régionaux 2015-2016

Organisation	Titre du projet	Région	Montant attribué en 2015-2016
Maison de la famille du Kamouraska	Tous ensemble pour les pères	Bas-Saint-Laurent	24 814 \$
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Miro	Saguenay-Lac-Saint-Jean	113 000 \$
Centre des femmes de la Basse-Ville	De l'intégration à la citoyenneté active!	Capitale-Nationale	17 000 \$
Sexplique	La santé avec un grand F	Capitale-Nationale	65 100 \$
Centre de l'amitié autochtone La Tuque	PHÉNIX : femmes autochtones de La Tuque	Mauricie	91 000 \$
Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-François	#ellenapaditouï	Estrie	58 000 \$
Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal (YWCA)	Ça s'pose ou ça s'impose?	Montréal	90 000 \$
CAVAC Montréal	Femmes victimes d'exploitation sexuelle : création d'une équipe spécialisée intersectorielle	Montréal	119 480 \$
Maison d'Haïti	Femme : voir plus loin!	Montréal	97 470 \$
Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées	Notre sécurité et notre intégrité : une responsabilité collective	Montréal	77 450 \$
L'Unité d'intervention mobile L'Anonyme	Agir pour l'égalité!	Montréal	50 532 \$
Centre d'Innovation des Premiers Peuples	Accompagnement socio-professionnel des femmes autochtones de l'Outaouais	Outaouais	45 500 \$
Association des femmes immigrantes de l'Ouatouais	Synergie pour l'accès des femmes immigrantes victimes de violences aux ressources d'aide	Outaouais	84 000 \$
CISSS de la Côte-Nord - Direction de la santé publique	Agir sur les normes sociales pour prévenir la violence et la violence conjugale	Côte-Nord	70 730 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	Unies pour s'engager : la suite	Côte-Nord	45 000 \$
L'Alliance gaspésienne des maisons d'aide et d'hébergement	La construction du personnage : guide d'accompagnement (sensibilisation, animation, formation)	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	80 942 \$
Maison de la Famille Chutes Chaudière	Conciliation travail-famille : une place à prendre pour les pères	Chaudière-Appalaches	74 700 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	Agir pour les femmes en situation de vulnérabilité à Laval	Laval	43 000 \$
CALACS La Chrysalide	RÉELS (Relations égalitaires entre les sexes)	Lanaudière	90 000 \$
Chambre de commerce et d'industrie MRC de Deux-Montagnes	Je suis fièrE entrepreneurE!	Laurentides	60 250 \$
Table Jeunesse Samuel-de-Champlain (promoteur du projet) Maison de Jeunes l'Escalier en Mon Temps (fiduciaire du projet)	« Si j'avais su... »	Montréal	31 550 \$
Centre de femmes l'Essentielle	Genre et territoire 2 : appropriation et ancrage	Montréal	44 000 \$
Centre D'main de femmes	Projet régional en ADS 2016	Montréal	96 800 \$
Maison des jeunes de Tracy	S'aimer soi-même!	Montréal	11 682 \$
MRC d'Arthabaska	Égalité pour l'emploi des femmes dans la MRC d'Arthabaska	Centre-du-Québec	83 000 \$

Autres organismes financés dans le cadre du programme Initiative de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes » en 2015-2016			
Organisation	Région	Titre du projet	Montant attribué en 2015-2016
Université du Québec à Montréal	National	On est encore des enfants!	50 000 \$
Centre Cyber-Aide	National	Guide à la rescousse	5 000 \$
Chambre de commerce et d'industrie de Rouyn-Noranda	Abitibi-Témiscamingue	Après 75 ans, je fais ma place	40 000 \$
Carrefour sécurité en violence conjugale (CSVV)	Mauricie et Capitale-Nationale	Évaluation du Modèle d'actions intersectorielles	75 000 \$
Regroupement pour la valorisation de la paternité (RVP)	National	SU-PÈRE Conférence	1 500 \$
Groupe d'aide aux personnes impulsives (GAPI)	Capitale-Nationale	Dans l'intimité, la violence n'a pas sa place	1 096 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle (CLES)	Montréal	Sortir de la prostitution, sortir la prostitution de soi : un processus	70 000 \$
Chaire pour les femmes en science et en génie du CRSNG – Université de Sherbrooke	Estrie/national	Rehausser l'intérêt et le sentiment d'auto-efficacité des filles envers les sciences du génie : Conception d'un dispositif d'accompagnement des enseignantes et enseignants du primaire et du secondaire pour la mise en œuvre de situations problèmes en univers technologique	84 008 \$
Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec	National	Rencontres de concertation nationales	20 000 \$
Centre R.I.R.E. 2000	Capitale-Nationale	Réactive-toi, Valorise-toi	40 000 \$
Groupe Femmes, Politique et Démocratie	National	Préparation aux élections municipales 2017	50 000 \$
Centre de développement du loisir scientifique	National	Bourse Irma-LeVasseur	1 000 \$
Y des femmes de Montréal	Montréal/national	Capsules parents	1 000 \$
Affinerie CCR	Montréal	Les femmes à CCR	1 000 \$
Avante Women's Centre et le Centre Femmes des Cantons	Monterégie	Conciliation travail-famille dans Brome-Missisquoi	1 000 \$
Chaire de recherche sur les nouvelles pratiques de soins infirmiers – Université de Montréal	National	VIH-TAVIE à TAVIE-Femme : pour mieux répondre aux besoins des femmes vivant avec le VIH	1 000 \$
Maison des femmes de Baie-Comeau	Côte-Nord	Rapport égalitaire, guide à l'intention de la personne intervenant auprès des jeunes	1 000 \$
Concertation Montréal	Montréal	Cravates roses	1 000 \$

Projets financés dans le cadre de l'édition 2015-2016 du programme À égalité pour décider (16 projets)			
Organisation	Région	Titre du projet	Montant attribué en 2015-2016
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	Outaouais	Expression artistique des jeunes pour l'égalité fille-garçon	34 666,00 \$
Concertation régionale de Montréal	Montréal	Cravates roses	34 942,00 \$
Égale Action	National	Les filles dans la mire	15 518,00 \$
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	Estrie	Mon arrondissement : mon espace de leadership et d'interculturalité	34 196,00 \$
Femmes autochtones du Québec	National	Leadership féminin dans le monde politique	34 369,00 \$
Récif 02	Saguenay-Lac-Saint-Jean	Femmes et pouvoir : se maintenir au cœur des décisions (volet 2)	34 668,00 \$
Regroupement des femmes de l'Abitibi-Témiscamingue	Abitibi-Témiscamingue	Cultivons l'égalité dans les municipalités de l'Abitibi-Témiscamingue	26 748,00 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	Côte-Nord	Ishkueuat, Femmes, Women : unies pour s'engager	29 132,00 \$
Réseau des femmes élues de Lanaudière	Lanaudière	Ensembles, plus fortes!	22 779,00 \$
Réseau des femmes des Laurentides	Laurentides	<i>Quand je serai grande, je serai présidente</i>	34 942,00 \$
Réseau femmes et politique municipale Capitale-Nationale	Capitale-Nationale	Réseauter non traditionnellement pour être perçues autrement	34 942,00 \$
Saturviit	Nord-du-Québec	<i>Sivuliqtiit</i> (« celles qui prennent des décisions »)	34 942,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	Bas-Saint-Laurent	Objectif : égalité	23 330,00 \$
Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec	Centre-du-Québec	La démocratie accessible à toutes!	34 942,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie	Montérégie	Montérégiennes d'influence	34 942,00 \$
YWCA Québec	Capitale-Nationale	Jeunes, leaders, décisionnelles et paritaires	34 942,00 \$

- P. 42 BILAN DE L'APPEL DE PROJETS LOCAUX ET RÉGIONAUX EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES LANCÉ EN OCTOBRE 2015 PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE. FOURNIR LES ÉCHÉANCIERS DES ÉTAPES D'ANALYSE ET DE LA DÉCISION FINALE POUR LES PROJETS GAGNANTS. VENTILER PAR PROJET DÉPOSÉ EN FOURNISSANT :
- A. LE NOM DE L'ORGANISATION AYANT DÉPOSÉ UN PROJET;
 - B. LA NATURE DE L'ORGANISATION, PAR EXEMPLE : MRC, MUNICIPALITÉS, ORGANISATIONS PARAPUBLIQUES DES DOMAINES DE L'ÉDUCATION, DE LA SANTÉ, DES SERVICES SOCIAUX OU DU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL ET LOCAL / ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF, COMMUNAUTÉS AUTOCHTONES;
 - C. SI OUI OU NON LE PROJET A ÉTÉ DÉPOSÉ EN FORMAT « PARTENARIAT »;
 - D. LE MONTANT SOUMISSIONNÉ POUR LE PROJET;
 - E. LE RÉSUMÉ DU PROJET PROPOSÉ;
 - F. LE CAS ÉCHÉANT, LES ÉTAPES D'ANALYSE FRANCHIES POUR LE PROJET;
 - G. LE CAS ÉCHÉANT, LES MOTIFS SOMMAIRES DE REJET POUR LE PROJET.
-

Le Secrétariat à la condition féminine (SCF) a lancé un appel de projets locaux et régionaux le 28 octobre 2015. La date limite de soumission des projets était le 15 décembre 2015.

Un guide d'information à l'attention des organismes a été diffusé par le SCF, présentant les critères d'admissibilité des organismes, des projets et des dépenses. Le guide peut être consulté à l'adresse suivante :

http://www.scf.gouv.qc.ca/fileadmin/images/contenus/Initiatives_de_partenariat/Guide_d_information_PLR15-16.pdf

Le processus d'analyse a été déployé du 16 décembre 2015 à mars 2016. Il a été réalisé conformément aux normes adoptées par le Conseil du trésor, conformément aux critères énoncés dans le guide d'information diffusé aux organismes lors du lancement de l'appel de projets, et il a impliqué un comité avisé.

Au terme du processus d'analyse, 25 projets ont été retenus pour un financement en 2015-2016. Les organismes dont les projets ont été retenus ont été informés de la décision par une lettre d'annonce de la ministre responsable de la Condition féminine.

Les organismes dont les projets étaient inadmissibles ou refusés ont également été informés de la décision par un courrier écrit du SCF.

Les 25 projets financés sont présentés à l'annexe 1.

Le programme de financement s'intitule « Programme de soutien financier à des initiatives de partenariat ». Tel que le mentionnait le guide d'information diffusé aux organismes, le partenariat faisait partie des objectifs du programme. L'appel de projets locaux et régionaux prenait la suite, pour l'année 2015-2016, des ententes spécifiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015, elles-mêmes basées sur le partenariat entre les organismes du milieu. Par conséquent, les 25 projets financés comptent un ou plusieurs partenaires.

PQ 42 - Annexe 1 - Liste des projets financés par le Secrétariat à la condition féminine dans le cadre de l'appel de projets locaux et régionaux 2015-2016					
Organisation	Nature de l'organisation	Titre du projet	Région	Montant attribué en 2015-2016	
Maison de la famille du Kamouraska	Organisme à but non lucratif	Tous ensemble pour les pères	Bas-Saint-Laurent	24 814 \$	
Centre d'amitié autochtone du Saguenay	Organisme à but non lucratif	Miro	Saguenay-Lac-Saint-Jean	113 000 \$	
Centre des femmes de la Basse-Ville	Organisme à but non lucratif	De l'intégration à la citoyenneté active!	Capitale-Nationale	17 000 \$	
Sexplique	Organisme à but non lucratif	La santé avec un grand F	Capitale-Nationale	65 100 \$	
Centre de l'amitié autochtone La Tuque	Organisme à but non lucratif	PHÉNIX : femmes autochtones de La Tuque	Mauricie	91 000 \$	
Corporation de développement communautaire du Haut-Saint-François	Organisme à but non lucratif	#ellenapaditouï	Estrie	58 000 \$	
Association chrétienne des jeunes femmes de Montréal (YWCA)	Organisme à but non lucratif	Ça s'pose ou ça s'impose?	Montréal	90 000 \$	
CAVAC Montréal	Organisme à but non lucratif	Femmes victimes d'exploitation sexuelle : création d'une équipe spécialisée intersectorielle	Montréal	119 480 \$	
Maison d'Haïti	Organisme à but non lucratif	Femme : voir plus loin!	Montréal	97 470 \$	
Association multi-ethnique pour l'intégration des personnes handicapées	Organisme à but non lucratif	Notre sécurité et notre intégrité : une responsabilité collective	Montréal	77 450 \$	
L'Unité d'intervention mobile L'Anonyme	Organisme à but non lucratif	Agir pour l'égalité!	Montréal	50 532 \$	
Centre d'Innovation des Premiers Peuples	Organisme à but non lucratif	Accompagnement socio-professionnel des femmes autochtones de l'Outaouais	Outaouais	45 500 \$	
Association des femmes immigrantes de l'Outaouais	Organisme à but non lucratif	Synergie pour l'accès des femmes immigrantes victimes de violences aux ressources d'aide	Outaouais	84 000 \$	
CISSS de la Côte-Nord - Direction de la santé publique	Organisation parapublique du domaine de la santé et des services sociaux	Agir sur les normes sociales pour prévenir la violence et la violence conjugale	Côte-Nord	70 730 \$	
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	Organisme à but non lucratif	Unies pour s'engager : la suite	Côte-Nord	45 000 \$	
L'Alliance gaspésienne des maisons d'aide et d'hébergement	Organisme à but non lucratif	La construction du personnage : guide d'accompagnement (sensibilisation, animation, formation)	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	80 942 \$	
Maison de la Famille Chutes Chaudière	Organisme à but non lucratif	Conciliation travail-famille : une place à prendre pour les pères	Chaudière-Appalaches	74 700 \$	

PQ 42 - Annexe 1 - Liste des projets financés par le Secrétariat à la condition féminine dans le cadre de l'appel de projets locaux et régionaux 2015-2016					
Organisation	Nature de l'organisation	Titre du projet	Région	Montant attribué en 2015-2016	
Table de concertation de Laval en condition féminine	Organisme à but non lucratif	Agir pour les femmes en situation de vulnérabilité à Laval	Laval	43 000 \$	
CALACS La Chrysalide	Organisme à but non lucratif	RÉELS (Relations égalitaires entre les sexes)	Lanaudière	90 000 \$	
Chambre de commerce et d'industrie MRC de Deux-Montagnes	Organisme à but non lucratif	Je suis fièrE entrepreneurE!	Laurentides	60 250 \$	
Table Jeunesse Samuel-de-Champlain (promoteur du projet) Maison de Jeunes l'Escalier en Mon Temps (fiduciaire du projet)	Organisme à but non lucratif	« Si j'avais su... »	Montréal	31 550 \$	
Centre de femmes l'Essentielle	Organisme à but non lucratif	Genre et territoire 2 : appropriation et ancrage	Montréal	44 000 \$	
Centre D'main de femmes	Organisme à but non lucratif	Projet régional en ADS 2016	Montréal	96 800 \$	
Maison des jeunes de Tracy	Organisme à but non lucratif	S'aimer soi-même!	Montréal	11 682 \$	
MRC d'Arthabaska	Municipalité régionale de comté	Égalité pour l'emploi des femmes dans la MRC d'Arthabaska	Centre-du-Québec	83 000 \$	

Prix Égalité Thérèse-Casgrain

Le Prix Égalité Thérèse-Casgrain récompense des projets qui poursuivent l'objectif de l'égalité entre les femmes et les hommes, dans six catégories. Le Prix Égalité Thérèse-Casgrain s'adresse aux organismes publics et parapublics, aux organismes communautaires, aux municipalités, aux municipalités régionales de comtés ainsi qu'aux entreprises privées et aux coopératives.

Les projets lauréats ont été connus lors de l'activité de reconnaissance (activité), le 22 mars 2016. Chaque organisation lauréate a reçu un trophée et une bourse de 1 000 \$, offerts par le Secrétariat à la condition féminine (SCF).

L'activité du Prix Égalité Thérèse-Casgrain s'est tenue le 22 mars 2016, au restaurant Le Parlementaire, situé dans l'Hôtel du parlement à Québec.

Sélection des projets :

Le choix était effectué, en fonction des critères suivants :

- pertinence du projet par rapport aux objectifs du prix et de la catégorie visée;
- qualité du projet et des réalisations mises de l'avant, et cohérence de la stratégie d'action;
- impact du projet sur les plans local et régional ou national;
- crédibilité et mobilisation de l'organisation promotrice du projet.

Récipiendaires 2015 :

Catégorie « Modèles et comportements égalitaires »

Capsules parents (projet lauréat)

Y des femmes de Montréal

www.ydesfemmesmtl.org

5^e anniversaire du Prix IMAGE/In (projet finaliste)

Groupe d'action sur le poids ÉquiLibre, Montréal

www.equilibre.ca

Des élues d'aujourd'hui à celles de demain (projet finaliste)

Fondation filles d'action, Montréal

www.girlsactionfoundation.ca/fr

Catégorie « Égalité économique »

Les femmes à CCR (projet lauréat)

Affinerie CCR, Montréal-Est

www.affinerieccr.ca

C'est pour toi (projet finaliste)

Centre de développement de la formation et de la main-d'oeuvre Huron-Wendat

www.wendake.ca/secteurs-services/cdfm-culture-et-patrimoine/formation

Amour et argent (projet finaliste)

Relais femmes, Montréal

www.relais-femmes.qc.ca

Catégorie « Conciliation travail-famille »

Conciliation travail-famille dans Brome-Missisquoi (projet lauréat)

Avante Women's Center et Centre Femmes des Cantons, Bedford

www.avantewomenscentre.org

Assurances Pouliot & associés, un modèle de CTF en entreprise (projet finaliste)

Assurances Pouliot & associées, Sainte-Justine

www.assurancespouliot.com

P. 43 LISTE DE TOUS LES PRIX REMIS PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2015-2016 : POUR CHACUN, INDIQUER LES RÉCIPENDAIRES, LES CRITÈRES DE SÉLECTION ET LE BUDGET ALLOUÉ POUR LES ÉVÉNEMENTS EN LIEN AVEC LA REMISE DE CES PRIX.

La conciliation travail-famille, c'est l'affaire de tous (projet finaliste)
Gestion Universitas, Québec
www.universitas.ca

Catégorie « Santé »

De VIH-TAVIE à TAVIE-Femme : pour mieux répondre aux besoins des femmes vivant avec le VIH (projet lauréat)
Chaire de recherche sur les nouvelles pratiques de soins infirmiers – Université de Montréal
www.crsi.umontreal.ca

L'entraînement des filles : pour une intervention GAGNANTE (projet finaliste)
Loisir sport Outaouais, Gatineau
www.loisirsportoutaouais.com

Sexe & Santé : pour en savoir plus sur la santé sexuelle et reproductive (projet finaliste)
Fédération du Québec pour le planning des naissances, Montréal
www.fgpn.qc.ca

Catégorie « Prévention de la violence »

Rapport égalitaire, guide de la personne intervenant auprès des jeunes (projet lauréat)
Maison des femmes de Baie-Comeau, Baie-Comeau
www.maisondesfemmesbc.qc.ca/
<http://www.rapportegalitaire.com/>

Mois de sensibilisation aux agressions sexuelles (projet finaliste)
Aequitas Sherbrooke – Université de Sherbrooke
www.usherbrooke.ca/etudiants/vie-etudiante/nota-bene/a-la-une/a-la-une/details/article/27864/

La construction du personnage (projet finaliste)
L'Alliance gaspésienne des maisons d'aide et d'hébergement et L'Accord Mauricie
(Centre d'aide pour conjoints à comportements violents ou contrôlants) Sainte-Anne-des-Monts
www.alliancegaspesienne.com
www.accordmauricie.com

Catégorie « Pouvoir et régions »

Cravates roses (projet lauréat)
Concertation Montréal, Montréal
www.concertationmtl.wordpress.com

Congrès régional Empreintes de femmes (projet finaliste)
Réseau des femmes des Laurentides, Saint-Jérôme
www.femmeslaurentides.org

Ensemble, plus fortes! (projet finaliste)
Réseau des femmes élues de Lanaudière (RFEL), Joliette

Coût de l'événement : 20 477,05 \$

P. 44 LISTE DE TOUS LES ÉVÉNEMENTS ORGANISÉS PAR LE SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE EN 2015-2016 ET LE BUDGET ALLOUÉ POUR LA TENUE DE CHACUN D'EUX.

SECRÉTARIAT À LA CONDITION FÉMININE

Date	Événements	Coûts
16 juin, 3 et 8 septembre 2015	Forum itinérant en matière d'agression sexuelle tenu à Montréal, Rivière-du-Loup et Gatineau	30 981,05 \$
21 au 23 octobre, 10 novembre et 29 janvier 2016.	Rencontres de consultation sur l'égalité entre les femmes et les hommes	5 631,65 \$
22 mars 2016	Prix Égalité Thérèse-Casgrain 2016	20 477,05 \$

Exposé et statistiques

Le guide d'information *À parts égales, à part entière* – L'égalité entre les femmes et les hommes au Québec, produit par le Secrétariat à la condition féminine (SCF) et publié en 2009 (réédition en 2014) est issu de l'orientation 1 du Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015. Il est inscrit sous la mesure 19 d'« assurer la formation de personnes qui interviennent directement auprès des femmes et des hommes immigrés au sujet des valeurs égalitaires ».

Le SCF a répondu aux demandes acheminées, notamment par les organismes travaillant auprès des personnes immigrantes et par des participantes et participants à la séance d'information « Objectif Intégration » destinée aux nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants. Le guide *À parts égales, à part entière* explique comment se traduit l'égalité entre les sexes, en pratique, dans divers domaines ou secteurs d'activité, afin de faciliter l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants à la société québécoise.

En 2015-2016, suite aux demandes d'organismes, le SCF a distribué 1826 copies (version française) du guide, et ce, sans compter les consultations de la version électronique sur le site Internet du SCF.

Statistiques

Taux d'activité des femmes et des hommes de 15-64 ans et plus en 2015

Année	Femmes %	Hommes %
2015	76,0	81,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Tableau 282-0002.

Statistiques

Taux d'emploi des femmes et des hommes de 15-64 ans en 2015

Année	Femmes %	Hommes %
2015	71,0	74,7

Source : Statistique Canada

Statistiques

Taux d'emploi des 25-54 ans dont le plus jeune enfant a moins de 6 ans, 2015

Année	Femmes %	Hommes %
2015	75,7	89,9

Source : Institut de la Statistique du Québec.

Statistiques

Taux d'activité des 25-54 ans dont le plus jeune enfant a moins de 6 ans, 2015

Année	Femmes %	Hommes %
2015	80,6	95,1

Source : Institut de la statistique du Québec

Écart salarial entre les femmes et les hommes, 2015

	Hommes (\$)	Femmes (\$)	Écart femmes-hommes (%)
2015	24,77	22,31	-9,9

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Tableau 282-0074

P. 51 DEPUIS 2011, NOMBRE DE FEMMES BÉNÉFICIAIRES DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS, EN COMPARAISON DU NOMBRE D'HOMMES.

Nombre de femmes et d'hommes bénéficiaires des programmes d'aide financière de dernier recours, 2016

	Hommes	Femmes
Janvier 2016	182 873	159 679

Source : Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, *Rapport statistique sur la clientèle des programmes d'assistance sociale, Janvier 2016*.